



N°20- 15 décembre 2016

## PANORAMA DE L'ACTU

Veille thématique sur l'actualité des familles

### **JOYEUSES FETES DE FIN D'ANNEE A TOUTES ET A TOUS !**

En ces derniers jours de l'année 2016 et à quelques jours des fêtes de Noël et du Jour de l'An, le Président, le Conseil d'administration, la direction et le personnel de l'UDAF vous souhaitent de très belles fêtes en famille et entre amis. Ce moment de l'année est propice aux retrouvailles et à la joie d'être ensemble. N'oubliez pas les plus fragiles et les plus pauvres qui, dans votre voisinage, ont aussi besoin de votre présence et de votre solidarité.

### **VOUS AIDEZ, NOUS AIDONS**



L'Udaf Bas-Rhin et le **Collectif départemental Inter Associatif d'Aide aux Aidants (CIAAF67)**

viennent de lancer **un tout nouveau site** en soutien à toutes celles et tous ceux qui accompagnent un proche handicapé ou âgé en perte d'autonomie. Le CIAAF 67 rassemble 13 associations bas-rhinoises qui ont un objectif commun : encourager les solidarités familiales et aider les aidants. Vous soutenez déjà des aidants familiaux en Bas-Rhin ? Vous souhaitez promouvoir vos actions et manifestations ? Le site [www.aidants67.fr](http://www.aidants67.fr) est pour vous !

### **MEDAILLE DE LA FAMILLE**

#### **Une famille à l'honneur**

Le 10 décembre 2016 a été un grand jour pour la famille Bollenbach habitant Strasbourg. Geneviève, 54 ans, maman de huit enfants et mamie de six petits-enfants, a reçu à l'Élysée [la médaille de la famille](#), remise par le Président de la République. Le président de l'Udaf Bas-Rhin accompagnait la famille pour ce voyage à Paris qui fut grand moment pour tous. [Article de France Bleu Alsace](#).

La médaille de la famille récompense les personnes qui ont élevé dignement de nombreux enfants. L'attribution de la médaille est honorifique. Qui est concerné ? Comment l'obtenir ? Quels en sont les effets ? [Tout savoir avec le site Service-public.fr](#).

### **PERSONNES AGEES**

#### **Habiter seul après 85 ans**

Selon une [étude de l'Ined publiée le 9 décembre 2016](#), 70 % des personnes de 85 ans et plus vivaient encore à leur domicile en 2011 contre 50 % en 1982. La cohabitation intergénérationnelle régresse. Et les disparités entre départements restent fortes. [Lire l'article de La Croix](#).

## Un label pour le département du Bas-Rhin

Dans le cadre du **sommet européen de l'innovation digitale pour un vieillissement actif et en bonne santé** qui s'est tenu à Bruxelles le 7 décembre 2016, le Commissaire européen en charge de l'Economie numérique, Gunther Oettinger, a remis aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle un prix pour l'excellence de leur engagement en faveur du vieillissement actif et en bonne santé. Ces trois départements avaient déposé une candidature commune afin d'être reconnus comme site de référence dans le domaine du vieillissement des seniors. Ils souhaitent ainsi valoriser leurs pratiques innovantes, faire reconnaître leurs savoir-faire et bénéficier d'échanges d'expérience. Chaque département s'est engagé à travailler sur un sujet précis, le Bas-Rhin se concentrant sur « le développement d'un environnement global favorable aux seniors ».

*« Face au vieillissement de la population, le Département du Bas-Rhin développe (en effet) une **politique transversale en faveur des seniors** en mobilisant ses partenaires locaux et institutionnels. Il s'agit d'inscrire la question de l'avancée en âge dans tous les aspects des politiques publiques menées en faveur des Bas-Rhinois. Son objectif est de permettre un vieillissement actif dans des conditions de qualité et en prenant en compte la double dimension du bien vieillir et de la protection des plus vulnérables au travers de l'innovation technologique, la prévention, le développement des territoires, l'offre résidentielle, la culture et le tourisme. »* (source : le site du Département)

## Un référentiel pour évaluer la situation des personnes âgées

L'[arrêté du 5 septembre 2016](#) fixe « le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants ». Ce référentiel vise à « guider les équipes médico-sociales des départements en charge de l'instruction de l'[allocation personnalisée d'autonomie](#) (APA) et, le cas échéant, les professionnels auxquels le département a confié toute ou partie de cette instruction, dans l'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins de la personne âgée qui sollicite la prestation ou une révision de celle-ci, et de ses proches aidants », stipule le texte. L'évaluation doit être globale et aborder différentes dimensions, qui portent notamment sur la réalisation par la personne des activités de la vie quotidienne, son environnement, son habitat, son entourage, les aides déjà mises en œuvre, en tenant compte de ses souhaits et de ses projets. Son objectif est l'élaboration d'un plan d'aide pour compenser sa [perte d'autonomie](#) et, le cas échéant, l'identification de toutes les aides utiles au soutien à domicile du bénéficiaire, y compris dans un objectif de prévention, ou au soutien de ses proches aidants, non prises en charge dans le cadre de l'allocation attribuée, précise l'arrêté. L'évaluateur s'attachera à identifier les ressources et les potentialités de la personne. Celles-ci devront être prises en compte pour l'élaboration du plan d'aide.



## Un nouveau diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social

Le nouveau diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social remplace le diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale et le diplôme d'État d'aide médico-psychologique. Il « atteste des compétences nécessaires pour réaliser un accompagnement social au quotidien, visant à compenser les conséquences d'un handicap, quelles qu'en soient l'origine ou la nature, qu'il s'agisse de difficultés liées à l'âge, à la maladie, ou au mode de vie, ou les conséquences d'une situation sociale de vulnérabilité, et à permettre à la personne de définir et de mettre en œuvre son projet de vie ».

En liens : [Le décret](#). [L'arrêté](#).

## **BUDGET DES FAMILLES**

### **Prime de Noël**

La prime de Noël est versée cette semaine à plus de 2,5 millions de personnes modestes. La prime de Noël est un coup de pouce pour les plus modestes, quelques jours avant les fêtes. Instituée par le gouvernement Jospin en 1998, elle est versée aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et de l'allocation transitoire de solidarité (ATS).

*Voici les montants : Personne isolée : 152,45 euros ; Personne isolée avec un enfant ou couple sans enfant : 228,67 euros ; Personne isolée avec deux enfants ou couple avec un enfant : 274,41 euros ; Couple avec deux enfants : 320,14 euros ; Personne isolée avec trois enfants : 335,39 euros ; Couple avec trois enfants : 381,12 euros ; Personne isolée avec quatre enfants : 396,37 euros ; Couple avec quatre enfants : 442,10 euros ; Personne isolée avec cinq enfants : 457,35 euros ; Par personne supplémentaire : 60,98 euros*

### **Fiscalité locale**

La vitalité démographique de la France s'explique en partie par l'important soutien social et financier accordé aux familles. L'UNAF a réalisé une enquête auprès de maires de communes et présidents d'intercommunalités pour savoir quelle politique locale était menée au sein de quelque 1700 collectivités. [La Gazette Santé Social du 4 décembre 2016](#) revient sur cette enquête.

### **Impôts sur le revenu**

La baisse d'[impôt sur le revenu](#) (IR) de 20 % s'appliquera dès janvier 2017. Cinq millions de ménages sont concernés par la mesure : les célibataires dont le revenu fiscal ne dépasse pas 18 500 euros par an (ou par lissage 20 500 euros) ou les couples gagnant moins de 37 000 euros par an.

### **Loi de financement de la Sécurité Sociale**

Le Parlement a voté le [projet de loi de financement de la sécurité sociale \(PLFSS\) pour 2017](#). Parmi les mesures adoptées, on peut relever la baisse de CSG pour plus de 550 000 personnes, notamment retraitées, dès janvier prochain, la baisse des cotisations sociales en faveur des indépendants, la création du fonds de financement de l'innovation pharmaceutique, la création d'une taxe spécifique sur les fournisseurs agréés de tabac et la clarification du régime social des revenus de l'économie collaborative. Parallèlement, la loi « crée de nouveaux droits sociaux pour les Français » : l'extension de la retraite progressive, la mise en place d'une agence nationale de recouvrement des pensions alimentaires, le renforcement de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, le renforcement de la protection universelle maladie et un accès facilité aux soins dentaires.

### **Nouveau plafond de la Sécurité Sociale au 1<sup>er</sup> janvier 2017**

Valeur mensuelle : 3 269 euros. Valeur journalière : 180 euros,

## **DROITS DES FEMMES**

Le [décret du 12 décembre 2016](#) institue les stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes les stages de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels.

## PERSONNES HANDICAPEES

### Fusion entre l'Adapei du Bas-Rhin et les Papillons Blancs

Deux associations accueillant des personnes handicapées viennent de se rejoindre : l'Adapei du Bas-Rhin et les Papillons Blancs, pour former l' *Adapei Papillons Blancs d'Alsace*, présidée par Prinio Frare, avec pour philosophie : « Chaque personne en situation de handicap mental est une personne en droit et en capacité de déterminer son projet de vie. » La nouvelle entité figure parmi les plus importantes associations alsaciennes. Quelque 2 000 personnes handicapées sont prises en charge par 1 200 salariés dans 50 établissements, du Sundgau jusqu'à Wissembourg. Son budget de fonctionnement se situe autour de 80 millions d'euros. Objectif de la fusion : renforcer le mouvement parental. « Le but est d'être plus fort et plus visible. » Les projets ne manquent pas. À Haguenau, l'ESAT (établissement de service d'aide par le travail) déménagera à l'extérieur de la ville, sera agrandi et ouvrira un restaurant ouvert à tous. À Lingolsheim sera implantée une résidence de quinze logements pour travailleurs handicapés juste face à la mairie. (source : DNA)

### Education

La [circulaire du 30 novembre 2016](#) précise les modalités de mise en œuvre des parcours de formation des élèves en situation de handicap.

## PARENTALITE

### Parents Solos et Compagnie

La plateforme *Parents solos et compagnie* est lancée ! Elle est composée de 13 partenaires dont l'UNAF. [Parents solos et Compagnie](#) est un réseau national qui se propose de reconnaître et de renforcer le pouvoir d'agir, de valoriser les capacités et les compétences, de susciter et de favoriser les démarches d'entraide et d'organisation collective de celles et ceux qui se reconnaissent comme des parents solos. »

## PROTECTION DE L'ENFANCE



### Aide sociale à l'enfance

Un [décret du 30 novembre 2016](#) précise la composition et les modalités de fonctionnement de la commission pluridisciplinaire chargée d'examiner la situation des enfants confiés à l'ASE depuis plus d'un an lorsqu'il existe un risque de délaissement parental et d'examiner tous les 6 mois la situation des enfants de moins de 2 ans.

Un autre [décret du 30 novembre 2016](#) prévoit la fixation d'une durée de placement graduée en fonction de l'âge de l'enfant confié, au-delà de laquelle le service départemental de l'aide sociale à l'enfance auquel a été confié le mineur examine l'opportunité de mettre en œuvre d'autres mesures que le placement au titre de l'assistance éducative, susceptibles de garantir la stabilité des conditions de vie de l'enfant. Le décret prévoit que cet examen est réalisé tous les deux ans. Pour les enfants de moins de deux ans, cet examen est réalisé un an après qu'ils ont été confiés au service de l'aide sociale à l'enfance.

## Maisons des adolescents

La [circulaire du 28 novembre 2016](#) vise à consolider le dispositif des Maisons des Adolescents et à renforcer sa dimension partenariale, afin de garantir le déploiement de l'ensemble de leurs missions et l'égal accès aux soins sur l'ensemble du territoire national. Le nouveau cahier des charges, annexé à la circulaire, réaffirme en particulier le rôle des conseils départementaux au titre de leurs missions en matière de protection de l'enfance.



## JEUNESSE

### Pessimisme

Le pessimisme des jeunes vis-à-vis de l'avenir atteint des sommets, de même que leur défiance envers la politique, les institutions et les médias. Ce constat ressort avec force de l'étude publiée, le 14 décembre 2016, par Anne Muxel, directrice de recherches au Cevipof (CNRS/Sciences Po), à partir du volet français de l'enquête [Génération what ?](#) sur les jeunes Européens (18 à 34 ans). Un [article du journal Le Monde](#).

### Garantie Jeunes

Le gouvernement affiche un objectif de 150 000 jeunes bénéficiaires de la *Garantie jeunes* en 2017. Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017, tous les jeunes en situation de précarité qui ne sont ni en étude, ni en emploi, ni en formation, devraient bénéficier de ce droit, qui combine accompagnement intensif et allocation. Ce droit étant universel, le principe de validation des entrées au niveau de la commission d'admission est supprimé. Une commission de suivi veillera à la juste adéquation entre le profil des jeunes ciblés et celui des bénéficiaires effectifs. L'entrée des jeunes dans le dispositif sera accélérée et autorisée y compris si toutes les pièces administratives ne sont pas encore réunies. Le justificatif de domicile ne sera plus obligatoire. L'adresse de la Mission locale prévaudra. La ministre du Travail a souligné la nécessité de renforcer la dynamique partenariale avec les départements, les régions, les entreprises, ainsi qu'avec tous les acteurs de la protection de la jeunesse et de l'insertion.

## EDUCATION

### Inégalités

Le système éducatif français reste profondément inégalitaire, incapable de résorber son « noyau dur » d'élèves en échec scolaire, principalement issus de milieux défavorisés. L'enquête PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis), réalisée auprès d'élèves de 15 ans, a été rendue publique le 6 décembre 2016. Elle montre que la France est l'un des pays où le déterminisme social est le plus fort. [Article en lien](#).

### Suppression de la pub dans les programmes pour enfants

La loi sur la suppression de la publicité dans les programmes destinés aux moins de 12 ans sur les chaînes de France Télévisions a été adoptée par le Sénat et prendra effet en 2018.

## EMPLOI

### Discriminations

La DARES et ISM CORUM ont publié le 12 décembre 2016 les résultats d'une nouvelle enquête sur les discriminations à l'embauche selon *l'origine*, résultats d'un *testing* qui a porté sur les recrutements d'une quarantaine de grandes entreprises. Ceux-ci montrent une tendance à privilégier les candidatures portant des prénoms et noms à consonance « hexagonale » (supposées sans ascendance migratoire) aux candidatures à consonance « maghrébine » et ce, avec un écart significatif de 11 points. L'inégalité de traitement selon « l'origine supposée » du candidat se présente comme une tendance de fond puisqu'elle se retrouve pour les hommes comme pour les femmes et dans l'accès à des postes d'employés comme de managers. [Consulter l'enquête de la DARES](#).

### Formation

Le gouvernement va prolonger en 2017 le plan *500 000 formations supplémentaires pour les chômeurs*. Un état de réalisation de ce plan qui avait été lancé en février 2016 vient d'être rendu public. Il fait état de 640 000 entrées en formation au 30 septembre (chiffre disponible le plus récent) et de 200 000 inscriptions en stage intervenues depuis cette date, de 60 000 accompagnements à la création d'entreprise à fin novembre, de 45 000 contrats de professionnalisation pour des personnes en recherche d'emploi.

## SANTE

### Scandale de la Dépakine



La première action de groupe en santé a été lancée le 13 décembre 2016 par l'association d'aide aux parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anti-convulsivant ([Apesac](#)) contre le laboratoire Sanofi. Marine Martin, la présidente de l'association, qui fédère près de 2 900 familles victimes, a choisi le recours à cette action de groupe créée par la loi santé promulguée en janvier 2016. Elle-même a pris ce traitement lorsqu'elle était enceinte. Ses deux enfants présentent des handicaps.

### Vaccinations

Le 30 novembre 2016, le comité d'orientation de la concertation citoyenne sur la vaccination a présenté ses recommandations en matière de vaccination. L'UNAF qui y représentait les familles note la qualité de la concertation, rappelle les actions nécessaires pour améliorer le dispositif de vaccination en France et souligne l'équilibre de la proposition du rapport en attendant que ces actions soient menées. En savoir plus sur le rapport : [www.concertation-vaccination.fr](http://www.concertation-vaccination.fr) et sur [le point de vue de l'UNAF](#).

### Mise en œuvre de la loi de modernisation de la santé

Un [décret du 12 décembre 2016](#) précise les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation des hébergements temporaires non médicalisés de patients.

Un autre [décret du 12 décembre 2016](#) définit les modalités de contrôle des juridictions financières sur les établissements sociaux et médicaux-sociaux et les établissements de santé de droit privé.

## SANTE / CADRE DE VIE

### Pollution atmosphérique

La France n'en finit plus de suffoquer depuis début décembre 2016 en raison des pics de pollution atmosphérique. Quels sont les acteurs publics en charge de surveiller la pollution atmosphérique en France ? Ce sont des associations régionales, dont la gouvernance est assurée aussi bien par l'État et les collectivités locales que par les organisations industrielles et citoyennes. Rappel du rôle de ces entités à part. [Un article de Sciences Avenir du 15 décembre 2016](#). Dans le Bas-Rhin, [des données en direct](#). Infographie France Info : [quels sont les effets de la pollution atmosphérique sur votre corps ?](#)

### Compteurs Linky

L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a publié le 15 décembre 2016 un avis qui qualifie de «peu probables» les risques sanitaires liés aux compteurs communicants. L'avis de l'Anses permettra-t-il de rassurer les usagers? Rien n'est moins sûr. L'agence demande expressément aux opérateurs « de leur fournir une information claire et facilement compréhensible incluant notamment la fréquence et la durée des expositions aux champs électromagnétiques ».

## LOGEMENT

### Information sur le logement

Le [décret du 12 décembre 2016](#) rend possible la création d'ADIL (associations d'information sur le logement) interdépartementales, en plus des ADIL départementales, ceci en application de la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dont le dernier [décret d'application](#), fixant les noms et les capitales régionales, vient de paraître au J.O. du 8 décembre 2016.

### EcoQuartiers

Alain Jund, Vice président de l'Eurométropole de Strasbourg, a été missionné par la ministre du Logement, pour donner un nouvel élan aux EcoQuartiers. Il vient de présenter son rapport où il retient 12 ambitions pour renouveler la démarche EcoQuartier (voir [le rapport coordonné par Alain Jund, ici en téléchargement](#)). Le label devrait concerner 500 quartiers en 2018, dont près d'un tiers en milieu rural. Parmi les priorités affichées, on peut noter la volonté d'accessibilité de ces quartiers et un objectif affirmé de participation des habitants à une démarche synonyme de qualité de vie dans ces territoires expérimentaux et innovants. [Voir l'article du Moniteur, 9 décembre 2016](#)

## CONSOMMATION



### Chorus pro

Un [arrêté du 9 décembre 2016](#) fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée [Chorus Pro](#).



## Fichier TES

Le 12 décembre 2016, le Conseil national du numérique a publié son avis sur le [décret](#) prévoyant la création d'une base de données des "Titres électroniques sécurisés" (TES) qui, pour le gouvernement, a [un double objectif de lutte contre la fraude documentaire et de gestion simplifiée des titres](#). Une telle base de données devrait concerner à terme près de 60 millions de Français et contiendrait notamment des données sur l'état civil des personnes, sur leurs signes physiques distinctifs ainsi que des données biométriques. Dans sa [prise de position](#), le CNNum demande la suspension du fichier. Il préconise dans [son rapport](#) l'instauration d'un débat public sur les sujets de l'identité administrative et l'identité en ligne. Il insiste également sur l'«urgence à instaurer une nouvelle gouvernance des choix technologiques au sein de l'État».

## Baromètre du numérique

L'Arcep, le Conseil général de l'économie (CGE) et l'Agence du Numérique ont publié les résultats de leur [enquête annuelle sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication](#) en France. Cette étude s'intéresse aux équipements des Français et à l'évolution de leurs usages du numérique.

## POLITIQUE FAMILIALE

### Haut Conseil

Installé le 13 décembre 2016, le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) est placé auprès du Premier ministre. Il est composé en nombre égal d'hommes et de femmes et a pour missions d'animer le débat public et d'apporter aux pouvoirs publics une expertise prospective et transversale sur les questions liées à la famille et à l'enfance, à l'avancée en âge, à l'adaptation de la société au vieillissement et à la bienveillance, dans une approche intergénérationnelle. [Le décret de création 2016 \[pdf\]](#). [Le discours d'installation par Pascale Boistard](#), secrétaire d'État chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie.

### Mouvement familial

Le 13 décembre 2016, les UDAF de la région Grand Est ont constitué l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF) Grand Est lors de l'Assemblée Générale constitutive réunie à Metz. La présidente de l'URAF est Mme Marie-José Cailler, par ailleurs trésorière de l'UDAF Bas-Rhin, issue du mouvement *Familles Rurales*.

### Familles Rurales et les prix des médicaments

Familles Rurales publie les résultats de son observatoire annuel des prix des médicaments, relevés dans 80 pharmacies. L'association s'est également interrogée sur l'évolution du rôle des pharmaciens, notamment avec l'essor des pharmacies en ligne, et a questionné près de 700 familles sur les nouvelles missions des pharmaciens. [Dossier de presse du 13 décembre 2016](#).

*Joyeuses fêtes de fin d'année en famille !*

**Le centre de ressources Action familiale**